

**Ministère du Commerce et du Tourisme  
Direction Nationale de la Statistique**

**ENQUETE DJIBOUTIENNE AUPRES DES MENAGES - INDICATEURS SOCIAUX  
(EDAM-IS 1996)**

**RAPPORT FINANCIER N° 1 - 6 avril 1996**

---

Sur la base d'un budget révisé portant le coût total de l'EDAM à 158.837 \$ (hors assistance technique), divers bailleurs de fonds ont officialisé leur contribution au financement de l'enquête.

Outre l'assistance technique, la **Banque mondiale** apportera un financement de 30.000 \$.

Le **“projet Santé” (fonds IDA)** contribuera à l'enquête à concurrence de 28.000 \$. Un *Contrat de cofinancement de l'EDAM-IS par le Projet d'Appui au Secteur Santé* a été signé par le Ministre des Finances et de l'Economie nationale, le Ministre du Commerce et du Tourisme, et le Ministre de la Santé et des Affaires sociales, le 12 mars 1996.

La contribution de l'**Unicef** est de 25.000 \$, officialisée par le *Protocole d'Accord pour le financement conjoint de l'EDAM-IS par le PNUD et l'Unicef*, signé le 17 février 1996.

Le **PNUD** participera également au budget de l'enquête à concurrence de 25.000 \$. Cette participation est concrétisée par le *Protocole d'Accord pour le financement conjoint de l'EDAM-IS par le PNUD et l'Unicef* signé le 17 février 1996 et par un sous-contrat entre la DI.NA.S. et le UNOPS (*Contract of services between UNOPS and DINAS*).

Enfin, la **Banque Africaine de Développement** financera diverses rubriques du budget (fournitures, équipement informatique), dans le cadre d'un programme d'appui institutionnel, pour un montant évalué à 16.565 \$. Ne s'agissant pas d'une contribution spécifique pour l'enquête EDAM, et les fonds devant être utilisés pour le financement de rubriques imposées, la contribution de la BAD sera traitée différemment de celle des autres bailleurs.

Le total des contributions annoncées est donc de 124.565 \$. Un financement complémentaire de 34.272 \$ devra être trouvé, auquel il conviendra d'ajouter des dépenses imprévues et des dépassements budgétaires (résultant notamment des retards rencontrés dans l'exécution de certaines activités).

Depuis le mois de février 1996, la DI.NA.S. a procédé à la préparation méthodologique de l'enquête (questionnaire, manuels de formation, etc.), a réalisé les travaux de mise à jour de la base de sondage à Djibouti-ville et dans les autres localités du district de Djibouti, a recruté et formé les agents enquêteurs, et a débuté la collecte des données le 2 avril.

Pour la réalisation de ces travaux, les dépenses se sont montées à 20.718 \$ hors contribution BAD (voir la liste des dépenses en annexe).

Les travaux sont actuellement retardés faute de financement.

*Etat des montants transférés et dépensés, par bailleur (hors BAD)*

Bailleur	Montant transféré		Montant dépensé		Solde sur compte bancaire EDAM	
	en FD	en \$	en FD	en \$	en FD	en \$
<b>Banque mondiale</b>	1.408.595	8.093	1.188.575	6.832	220.020	1261
<b>PNUD</b>	0	0	0	0	0	0
<b>SANTE</b>	0	0	0	0	0	0
<b>UNICEF</b>	2.430.000	13.886	2.430.000	13.886	0	0
<b>TOTAL</b>	3.838.595	21.979	3.618.575	20.718	220.020	1261

Le calendrier de versement des fonds n'a donc pas pu être respecté, si ce n'est par l'Unicef dont la contribution a permis de mener les activités sans interruption jusqu'à présent.

Ce calendrier prévoit les versements suivants:

**Unicef:** sur requête de la DI.NA.S. (un nouveau versement de 1.600.000 FD est en cours)

**Banque mondiale:** non déterminé; les fonds doivent être transférés le plus tôt possible.

**PNUD** (selon le contrat de service): 10.000 \$ le 30 mars 1996, 10.000 \$ le 15 avril 1996 et 5.000 \$ le 30 avril 1996. Le versement de la contribution du PNUD est lié à des contraintes administratives qui devraient être levées dans de très brefs délais.

**Projet Santé** (selon le contrat de co-financement): 10.000 \$ le 20 mars 1996, 10.000 \$ le 21 avril 1996 et 8.000 \$ le 9 mai 1996. Le service comptable du projet a pris toutes les mesures nécessaires pour le respect de ce calendrier, mais le premier versement de 10.000 \$ est bloqué depuis le 20 mars par la Direction des Finances dont la signature est requise.

Les retards de versement des fonds se traduisent par des retards dans l'exécution des activités, dont l'incidence budgétaire sera significative. C'est ainsi par exemple que, faute de pouvoir louer des véhicules tout-terrain, la DI.NA.S. ne peut envoyer les équipes de cartographes dans les districts de l'intérieur, pour y réaliser la base de sondage. Le contrat de ces agents devra par conséquent être prolongé.

Le Directeur de la DI.NA.S.  
Houssein Hassan Farah

ANNEXES:

- DEPENSES SUR BUDGET DE L'EDAM - SITUATION A LA DATE DU 6 AVRIL 1996 (4 pages)
- DEPENSES DE L'EDAM - DU 5 MARS AU 6 AVRIL 1996 (2 pages)